

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Lionel Jospin, le 6 décembre 2005 :

**« Les 35 h à l'hôpital que nous
n'aurions pas dû appliquer tant
que nous n'avions pas les
personnels... »**

- Social -

Date de mise en ligne : mardi 6 décembre 2005

Démocratie & Socialisme

Mais c'est vrai : c'est seulement en janvier 2002, que 10 millions de salariés ont vu s'appliquer les 35 h, mais mal...

Alors que les 35 h étaient conçues dès 1996, dans le programme qui a fait gagner Lionel Jospin en juin 1997, il a fallu attendre... le 30 janvier 2002 pour que la fonction publique hospitalière, en même temps que le reste de la fonction publique et 4,5 millions de salariés des entreprises de moins de 20 salariés, puissent lire pour la première fois sur leur feuille de paie, que la durée légale était de 35 h hebdomadaire et de 151 h 66 par mois...

J'avais crié dans le désert en janvier, février, mars, avril 2002, en pleine campagne électorale présidentielle, pour signaler qu'on ne pouvait pas faire silence sur la situation créée tout au long de ces trois mois par l'irruption des 35 h impréparées, sans embauche, aussi bien dans la fonction publique que dans 1, 1 millions d'entreprises de moins de 20 salariés...

C'était le vécu profond, intime de 10 millions de salariés et le candidat socialiste responsable de la situation depuis 1997 n'en parlait pas...

J'ai demandé à temps qu'on en prenne conscience : en vain. Il y avait grève sur grève dans les hôpitaux : certains comme à Ste Anne ont duré des semaines... Il y a un million de personnes dans la fonction publique hospitalière, autant d'électeurs.. Mais ça, il est surprenant de le découvrir en décembre 2005...

Car dès le début de la législature, on a eu le débat : comment on faisait les 35 h ? Si c'était sans perte de salaire et avec embauche correspondantes, c'était une redistribution colossale mais nécessaire et appropriée des richesses : ça ne pouvait se faire à profit constant, ni à budget constant... Il fallait planifier cela, ne pas baisser les impôts, au contraire, prendre dans les « cagnottes privées » des grands groupes et actionnaires... Même Bernard Kouchner, venu parler de santé au Bureau national, interrogé, répondit : « - les 35 h à l'hôpital, on n'a pas les gens, on n'a pas l'argent ».

On avait alerté sur l'insuffisance de formation d'infirmières et de médecins depuis longtemps pourtant ! Dans le Parti socialiste, dans la Gauche socialiste, dans les syndicats, cela s'entendait !

On avait proposé un autre type de loi pour les 35 h (cf. 350 inspecteurs du travail...) aussi bien en 1998 qu'en 2000... On proposait de ne pas disperser l'argent en « exonérations de cotisations » sans contrainte, sans obligation dans les entreprises de plus de 50 salariés : pourquoi donner de l'argent à Alcatel, Axa, et tant d'autres pour faire les 35 h ?

Mais il n'y avait pas que les hôpitaux, dans les entreprises de moins de 20, les salariés ne comprenaient rien à ce qu'on leur imposait et qui se résumait :

- ▶ soit à 35 h payées 35, c'est à dire une perte de salaire illégale sous chantage
- ▶ soit à 39 h payées 39 h 24 minutes, ce qui n'était rien...

Mais le bilan ce n'est pas qu'on a fait les 35 h trop tôt, c'est qu'on n'a pas voulu se donner les moyens de les préparer comme il fallait !

Ce n'est pas faute d'avoir été alerté : on peut republier tous les échanges, débats, contributions, motions de l'époque qui ont plaidé pour qu'on s'évite cet inventaire tardif...

« Les 35 h à l'hôpital que nous n'aurions pas dû appliquer tant que nous n'avions pas les personnels... »

Revisitons donc la mise en place des 35 h de 1997 à 2002 : car si elle avait été bien faite par la loi, ce n'est pas 350 000 à 450 000 emplois qu'on aurait recréé mais le double au moins, et les salariés, plus contents, auraient voté autrement le 21 avril 2002...

Gérard Filoche, 7 décembre 2005